

LES PROPOSITIONS DE LA

Rentrée 2019 de La France **Audacieuse**

L'AUTORITÉ, L'ENVIRONNEMENT, L'HUMAIN :

**LES MAIRES EN PREMIÈRE LIGNE
FACE AUX DÉFIS DE LA RÉPUBLIQUE**

 **La France
Audacieuse**

#laDroitedesTerritoires

WWW.LA-FRANCE-AUDACIEUSE.FR

LES PROPOSITIONS

DE LA FRANCE AUDACIEUSE POUR LA RENTRÉE 2019



UNE VOLONTÉ : RÉFORMER LA FRANCE SUR LE MODÈLE DE NOS COMMUNES

Depuis 2017, La France Audacieuse apporte une offre politique à tous les citoyens qui se reconnaissent dans leurs élus pour porter la voix de leurs territoires.

Nous ne sommes pas un club de maires ni une association d'élus. La France Audacieuse rassemble, dans un même mouvement, élus et citoyens de la droite et du centre, convaincus que la réussite de notre pays passe par un projet qui remet nos territoires au coeur du débat public.



UNE MÉTHODE : REMETTRE LE LIEN CITOYENS / ELUS AU COEUR DE LA VIE DÉMOCRATIQUE.

Nous sommes les bâtisseurs du quotidien et pensons que pour se réformer, l'Etat devrait s'inspirer de ce qui se fait dans nos collectivités.

Toutes nos propositions sont issues des idées de nos maires, de nos élus et de nos référents locaux, ainsi que des contributions des citoyens sur notre plateforme.

RENFORCER LE POUVOIR DES MAIRES CONTRE LES INCIVILITÉS

> Permettre la vidéo-verbalisation pour accroître la répression contre les incivilités

Il faut faire évoluer la loi afin de permettre l'utilisation de la vidéo-verbalisation à l'encontre des auteurs d'infractions à la salubrité publique, en permettant notamment le relevé des immatriculations.

> Créer un délit pour les dépôts sauvages

Nous demandons la création d'un délit pour les dépôts sauvages. Aujourd'hui ce n'est qu'une contravention de 4ème classe sanctionnée d'une amende de 1500€.

> Étendre le rappel à l'ordre aux infractions liées au cadre de vie

Depuis 2007, la loi offre la possibilité pour le Maire de procéder à un rappel à l'ordre à l'encontre de tout citoyen qui a commis une infraction non poursuivie par le parquet. Nous souhaitons étendre cette possibilité à toutes les personnes mineures ou majeures qui auront été identifiées pour une atteinte au cadre de vie.

DAVANTAGE D'AUTORITÉ DE LA PART DE L'ÉTAT

> Renforcer les sanctions pour une non-déclaration de manifestation

Nous demandons l'application de l'article L.431-9 du code pénal pour les manifestations sur la voie publique n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration préalable dans les conditions fixées par la loi. En effet, trop souvent nos polices sont mises à l'épreuve par l'organisation à la dernière minute de manifestation illégale.

> Engager la responsabilité pénale des organisateurs de faits des manifestations

L'année passée a démontré que la vie économique et la vie quotidienne de nos villes peuvent être perturbées par des manifestations illégales. Il faut engager la responsabilité pénale des organisateurs de faits de ces manifestations.

> Abaisser la majorité pénale dès 16 ans

Les mineurs délinquants bénéficient actuellement d'une excuse de minorité impliquant que la peine qui leur est appliquée est réduite par rapport à des majeurs. Nous proposons que les mineurs âgés de 16 à 18 ans soient jugés comme les majeurs sauf circonstances particulières.

LES MAIRES, PREMIERS ACTEURS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

> Permettre aux territoires d'en faire plus dans la transition écologique

Actuellement, nous avons toutes les compétences pour assurer cette transition. L'Etat doit également transférer les financements. Cette mesure doit s'accompagner notamment d'une renégociation des contrats financiers Etat/Collectivités afin de valoriser toutes les initiatives écologiques.

> Confier aux maires la police de l'environnement

Le maire doit pouvoir sanctionner directement les atteintes à l'environnement, même les plus mineures, en prononçant des travaux d'intérêt général directement sans passer par le juge.

> Reconnaître aux maires une compétence générale environnementale en cas de défaillance de l'Etat

De nombreux maires ont vu leurs arrêtés anti-pesticides attaqués par les services de l'Etat. La réponse de l'Etat ne doit pas être de poursuivre les élus mais de laisser une autonomie aux Maires sur les sujets environnementaux qui peuvent être gérés localement.

L'HUMAIN AU COEUR DE L'ACTION PUBLIQUE

> Créer un plan d'urgence pour l'hôpital public

Les urgences sont en crises depuis des mois. Malgré tout, de manière très responsable, les patients continuent d'être soignés. Nous demandons un Grenelle de l'urgence qui réunissent l'Etat, les hospitaliers et les représentants des pouvoirs locaux.

> Prendre en compte les territoires et lutter contre les déserts médicaux

Une vraie politique de santé rurale doit être mise en place avec des contrats d'implantation de médecins généralistes. Les communes soutiendraient financièrement les jeunes médecins en sortie d'études à s'installer en milieu rural. Les bénéficiaires s'engageraient pour une durée minimum de 6 ans. En contrepartie, l'Etat soutiendrait les communes en compensant financièrement une partie de ces frais.

FAVORISER L'INNOVATION LOCALE ET L'AUTONOMIE DES COLLECTIVITÉS

> Faciliter la mise en place de Small Business Act locaux

Il faut que nous puissions définir des règles dans les appels d'offres qui permettent de favoriser les entreprises locales et les emplois locaux.

> Mettre en place un livret épargne territorial pour l'innovation

En redirigeant 15% de l'assurance vie vers l'industrie, l'innovation et la recherche, grâce à un livret épargne territorial nous pourrions accompagner et soutenir fortement la croissance. Nous pourrions inciter à sa souscription en défiscalisant ce placement à long terme. Les financements seraient orientés vers des projets locaux ayant un objectif de solidarité territoriale.

La France Audacieuse



Notre pays est confronté à d'immenses défis. La diversité de nos territoires est un atout majeur pour la France. Forte de l'expérience de ses centaines de maires, de ses milliers d'élus et de citoyens adhérents, de ses déplacements et de ses ateliers, La France Audacieuse est à l'initiative de plus de 100 propositions dans le débat public.

Retrouvez les sur www.la-france-audacieuse.fr/nos-propositions.

#laDroitedesTerritoires
WWW.LA-FRANCE-AUDACIEUSE.FR